

Publi 45, 17 janvier 2017

SEITA : les propositions de Christophe Sirugue

Des élus du Loiret ont rencontré le secrétaire d'Etat à l'Industrie, à Bercy mercredi 11, après l'annonce de fermeture du site fleurysois.



L'usine Seita de Rom, dernière fabrique de cigarettes en France continentale, ferme au second semestre 2017, ainsi que le centre de recherche situé dans le Loiret, a annoncé la filiale française du cigarettier britannique Imperial Tobacco.

Seita, numéro deux du marché du tabac en France, « a annoncé à son Comité Central d'Entreprise (CCE), réuni le 20 novembre 2016, qu'elle envisageait de se désengager des sites de Rom et de Fleury-les-Aur-

brasil en cessant les activités de production et d'analyse qui y sont effectuées », et ce à partir du «second semestre 2017», a indiqué Seita. L'usine de Rom, dans le Puy-de-Dôme, compte environ 230 postes, le centre de recherche de Fleury-les-Aubrais, dans le Loiret, 87.

François Bonneau, président de la Région Centre-Val de Loire

et l'ensemble des élus locaux se sont aussitôt mobilisés aux côtés des salariés. La semaine dernière, le groupe Imperial Tobacco a présenté devant les élus locaux son projet de fermeture. Dans ce contexte, et dans une volonté de maintien de l'activité et des emplois sur le territoire, François Bonneau mène une délégation d'élus locaux à Bercy, afin de rencontrer Christophe Sirugue, secrétaire d'Etat à l'Industrie.

« Les élus ont unanimement exprimé leur soutien aux salariés de ce centre de recherche et ont affirmé que le projet de fermeture de celui-ci était pour eux injustifié, eu égard à la grande qualité de ce centre de recherche de haut niveau, à la charge de travail et au sein du groupe « Imperial Brands », qui restait identique en termes de nombre d'analyses et de contrôles, ainsi que des impératifs liés à la santé publique », ont-ils indiqué dans un communiqué adressé à la presse.

VERS UN LABEL «LABORATOIRE CERTIFIÉ PAR L'ETAT»

Selon les élus, « Christophe Sirugue a pris deux engagements. En premier lieu, lui-même et ses collaborateurs reprendront contact au plus haut niveau avec le groupe « Imperial Brands » pour faire valoir les arguments exposés par les élus et les salariés, et de manière à ce que tout soit fait pour tenter d'obtenir la pérennité de ce centre de recherche, au regard à ses qualités propres et à l'atout que constitue le site de Fleury-les-Aubrais. »

Et de poursuivre : « En second lieu, il a indiqué qu'il continuerait de travailler, en lien avec le ministère des affaires sociales et de la santé, pour étudier la possible valorisation de ce centre de recherche par l'obtention du label

« laboratoire certifié par l'Etat en vertu d'une ordonnance mai 2016 - ce qui constitue un atout pour le pérenniser du site et rejoindrait un principe allant dans le même sens que ni par des salariés du centre recherche. »

La filiale d'Imperial Tobacco a également ajouté, en novembre qu'elle « s'engageait dans la phase de recherche intensive de repreneurs pour ces sites privilégiant des solutions de conversion susceptibles d'assurer la viabilité des sites et d'offrir des perspectives d'emploi ». L'« réorganisation des fonctions support est également envisagée au sein du siège social international dans le commun, sans davantage de précisions ».

« Si nous pouvons comprendre les difficultés financières auxquelles les entreprises doivent faire face, nous ne pouvons qu'être particulièrement attentifs au devenir d'un outillage et, surtout, des personnes qui y travaillent au quotidien », avait déclaré le maire LCL de Fleury-les-Aubrais, Marie-Agnès Linguerre. « Nous ne pouvons regretter que la décision ait été prise sans concertation, ni avec les 87 employés du site, ni avec les autorités locales. Ceci aurait pu être l'occasion d'envisager des solutions... Aujourd'hui, nous allons nous mettre en relation avec les dirigeants de l'entreprise, afin d'envisager l'avenir le moins pénible possible pour l'ensemble des parties concernées », avait-elle conclu.

LA CONSOMMATION DE TABAC EN DECLIN

La filiale française met en avant la chute continue de ses ventes dans ses principaux marchés et la forte baisse de production qui en résulte. « Imperial Tobacco est contraint d'adapter son activité industrielle pour sauvegarder sa compétitivité », explique Seita, rappelant que l'industrie de tabac subit de plein fouet les conséquences « des législations